

Le fondamentalisme au service de l'ordre néolibéral

Mouloud Idir

Number 770, January–February 2014

Un monde qui vacille

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70812ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Idir, M. (2014). Le fondamentalisme au service de l'ordre néolibéral. *Relations*, (770), 19–20.



accepterait de renoncer à sa domination sur le pays. Étant donné la mainmise du parti sur l'armée, le système judiciaire, les médias, les grands leviers de l'économie et les forces sociales comme les syndicats, il semble improbable que le régime se transforme en une démocratie. Toutefois, ceux qui pensent que l'absence de démocratie nuira au développement de la Chine se trompent. Ou alors, le pro-

blème ne se posera pas avant très longtemps. Par contre, la corruption, le développement des zones intérieures, l'exode rural et la pollution sont parmi les problèmes actuels les plus préoccupants.

CONFUCIANISME

La domination mondiale d'une « société confucéenne » serait différente de celle des sociétés de tradition chrétienne, le confucianisme traditionnel étant agnostique et, dans sa mouture communiste actuelle, athée. Mais un des aspects les plus troublants du confucianisme est la relation d'autorité qu'il établit entre diverses catégories de la population. Ainsi, le respect des cadets à l'égard des aînés peut accentuer le pouvoir des personnes les plus âgées au détriment des personnes plus jeunes. Il s'agit d'un vecteur de conservatisme, de gérontocratie et de sclérose sociale. Par exemple, lors de conférences scientifiques en Chine, il est d'usage de laisser parler les chercheurs par ordre d'âge décroissant. Les plus jeunes chercheurs ont donc tendance à modeler leur discours sur celui des plus anciens et sont dissuadés de critiquer et de remettre en question significativement des théories établies.

Ce type de doctrine et le système politique qu'elle soutient sont menaçants pour les démocraties. De tous temps,

© Alain Reno

Le fondamentalisme au service de l'ordre néolibéral

MOULOUD IDIR

Pour comprendre comment opèrent les mouvements qui se réclament de l'« islamisme fondamentaliste » face à l'ordre géopolitique dominant, il importe tout d'abord de rappeler qu'ils se manifestent dans des pays où sont menées des politiques économiques néolibérales, avec toutes les conséquences socioéconomiques désastreuses que cela implique et qui constituent une des raisons importantes des soulèvements populaires en cours.

Le fondamentalisme issu de la religion musulmane, qu'il s'agisse du wahhabisme ou des nombreuses variantes que l'on retrouve au sein de la nébuleuse djihadiste, ne pouvait trouver, dans ce contexte néolibéral, qu'un terrain fertile. Mais les mouvements islamistes n'ont aucune volonté de contester l'ordre capitaliste dominant, pas plus qu'une réflexion ou une proposition alternative en termes d'économie politique.

Cela fait l'affaire des maîtres de l'ordre géopolitique mondial, pour qui le plus important semble de faire avaler

ser une logique qui maintient précisément les pays arabes dans le système économique mondialisé et financiarisé.

Ainsi, malgré une rhétorique anti-occidentale destinée aux populations locales, les directions des partis et autres mouvements qui se réclament de l'islam cautionnent trop souvent une situation qui confine les États arabomusulmans dans une posture d'États-clients des puissances de l'OTAN. Elles le font à la condition qu'on les laisse dominer politiquement dans leurs pays. On voit bien, dans le dossier iranien, entre autres, comment l'Arabie saoudite et d'autres monarchies font front commun avec les pays de l'OTAN et Israël.

Dans cette optique, les émirats et les monarchies du Golfe financent à coup de milliards de dollars l'« islamisme fondamentaliste ». Et cette stratégie semble être cautionnée – quand elle n'est pas soutenue – par les puissances occidentales. Il faut voir que cet islamisme joue un rôle pour contenir et neutraliser la radicalité sociale des mouvements et classes populaires, des syndicats et de la paysannerie, porteurs d'une revendication fondamentale : l'égalité citoyenne.

Contrairement à ce que le discours médiatique laisse entendre depuis le 11 septembre 2001, ce qu'ont à cœur les puissances occidentales, ce n'est pas tant la sécularisation,

L'auteur, politologue, est responsable du secteur Vivre ensemble au Centre justice et foi

les peuples du monde ont imité ceux qu'ils croyaient être les plus forts. Le système politique autoritaire chinois devient une source d'inspiration. Déjà, des gouvernements peu recommandables se sentent confortés par ce modèle autoritaire, percevant les divisions politiques au sein des pays démocratiques comme des sources de problèmes économiques et qui doivent être évitées.

Par ailleurs, l'opinion publique des pays occidentaux a adopté une attitude très critique à l'égard de la corruption



engendrée par les investissements à l'étranger. Une partie des politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international est motivée par la lutte contre la corruption et encourage l'adoption des institutions démocratiques libérales. Ce genre d'exigence n'existe pas avec les investisseurs chinois. Bien au contraire, ils n'hésitent pas à corrompre les diverses élites locales pour entrer sur des marchés ou pour avoir accès à des ressources.

Auparavant, la supériorité scientifique, économique et politique des puissances occidentales leur procurait un avantage décisif. À présent, les progrès gigantesques de la Chine risquent de faire croire que la prospérité et le développement scientifique sont liés à l'adoption d'un système d'inspiration chinoise.

Un monde dominé par la Chine ne sera pas nécessairement plus violent. Mais la survie des régimes démocratiques y sera plus difficile. Ceux-ci ne bénéficieront plus du même prestige, ni des mêmes privilèges économiques, ni non plus de l'assurance que leur procurait leur avance scientifique. ●

aidant les puissances de l'OTAN à consolider leur position géostratégique. Le nombre de bases militaires de l'OTAN dans la région illustre bien cette alliance entre les monarchies du Golfe et les grandes puissances occidentales.

Cependant, depuis 2011, avec les soulèvements du « printemps arabe » en faveur d'avancées démocratiques et populaires, un nouvel horizon se donne à voir. C'est tout le champ du politique qui s'ouvre graduellement, se libère et s'autonomise dans des sociétés où l'on a tendance à penser que c'est de la seule domination religieuse dont il faut s'affranchir. S'il faut une autonomie du politique par rapport au religieux, il le faut aussi par rapport au militaire, au policier, à l'injustice de l'arbitraire. Or, dans le cas de l'Égypte, notamment, la situation est dans l'impasse. C'est politiquement que l'on peut efficacement lutter contre le fondamentalisme, nullement par des coups de force; c'est en permettant aux sociétés concernées de faire l'expérience du politique en apprenant que l'État n'est ni religieux, ni antireligieux, mais areligieux. Comme le dit le sociologue algérien Lahouari Addi, qui rapprochait le récent coup d'État du général Abdel Fattah Al Sissi, en Égypte, et l'annulation, en 1992, par les militaires algériens, des élections remportées par un parti islamiste: « Le coup d'État ne règle pas la question islamiste; il la complique. Les militaires finissent par s'entendre avec les islamistes en leur disant: à nous l'État et ses richesses matérielles et à vous la société et ses espérances utopiques. »¹

1. L. Addi, « L'Égypte: entre le compromis stérile et la régression féconde », *El Watan*, 12 juillet 2013.

la laïcité ou l'amélioration des droits des femmes et des conditions de vie des populations dans les pays musulmans que de protéger d'abord et avant tout leurs intérêts. Et les directions des groupes et partis fondamentalistes dans l'islam contribuent au maintien et à la consolidation d'un ordre de domination économique et géopolitique qui sert ces intérêts en même temps que les leurs.

D'ailleurs, ces groupes et partis politiques ne sont pas présents dans les forums internationaux où sont remis en cause la nature des institutions internationales et leurs visées. Ils confortent plutôt la position régionale des monarchies féodales du Golfe qui, tout en ressassant des querelles de l'époque médiévale sur les successions de l'islam politique et les ruptures chiïtes-sunnites, financent des groupes djihadistes qui se déploient au Mali, en Syrie et ailleurs et servent la plupart du temps de sous-traitants

© Alain Reno